Dépêche n°660897

INTERVIEW

Lille : "Nous revendiquons l'isite et l'EPE mais aussi l'exigence de moyens supplémentaires" (Georgette Dal, candidate)

Georgette Dal, candidate à la présidence du nouvel EPE lillois, veut incarner une "voie médiane" entre la liste "Élan collectif" portée par le PU-PH Régis Bordet et les listes "Pour une alternative à l'EPEx" soutenues par la FSU, la CGT et Sud. "Nous revendiquons la défense de l'isite, comme condition nécessaire mais pas suffisante, la construction de l'EPE, mais aussi l'exigence de moyens supplémentaires", explique-t-elle, lors d'une rencontre avec AEF info mardi 19 octobre 2021. La professeure en sciences du langage était jusqu'ici vice-présidente "Ressources". Elle veut "reprendre les rênes" et faire pression sur les tutelles pour mettre fin à la "sous-dotation" de l'université. Avec son collectif "Servir", Georgette Dal défend un modèle de gouvernance collaboratif et veut confier à son 1er VP, qui serait Sébastien Clausen, le portefeuille du développement durable.

Georgette Dal, candidate pour la présidence du futur EPE lillois. AEF - S. Ma.

AEF info : Vous êtes engagée dans l'élection pour le nouvel établissement public expérimental. Pourquoi voulez-vous être présidente de l'université de Lille ?

Georgette Dal : Je n'ai jamais rêvé de devenir présidente. Ce n'est ni un projet de vie ni l'envie de faire joli à la fin de ma carrière. Il y a cinq semaines, je ne me voyais pas en haut de l'affiche ! Mais je serais ravie de servir le collectif si les urnes sont favorables. L'élément déclencheur est bien évidemment la déclaration de Jean-Christophe Camart [président sortant], qui a décidé de ne pas se représenter et de se rallier à Régis Bordet, qui était pourtant encore la personne à contrer quelques jours auparavant. Il me paraît nécessaire, pour que la démocratie puisse s'exercer pleinement, que les électeurs aient une pluralité de choix.

Au-delà de ces raisons, il y a la volonté de continuer de bâtir l'université de Lille. C'est encore un grand navire instable, puisqu'il a fallu déconstruire les trois anciennes universités pour reconstruire quelque chose de neuf, équitable, partagé. Quatre ans après la fusion, nous sommes encore au milieu du gué. Les universités fusionnées (Aix-Marseille, Lorraine, Strasbourg) disent qu'il faut six ans pour stabiliser un fonctionnement. Nous devons stabiliser l'environnement de travail, infléchir ce qui doit l'être, redonner du temps au temps. C'est vraiment notre première proposition, qui est d'ailleurs très bien reçue.

Il faut que nous reprenions un peu de souffle, parce que nous avons été sacrément secoués en quatre ans, à cause de la fusion, de la crise sanitaire, mais également des réformes nationales qui nous sont tombées dessus, comme Parcoursup, Bienvenue en France, la réforme des études de santé ou la création du BUT. Mais il va aussi falloir construire quelque chose de nouveau avec les quatre établissements-composantes (1) qui rejoignent les 11 composantes de l'université de Lille actuelle, qui n'existera plus en tant que telle, puisque nous ne gardons pas notre PMJ. Il s'agit d'ouvrir les possibles, de développer les partenariats avec les écoles, et bien évidemment de défendre l'isite. Sinon ce serait "tout ça pour ça" puisque cette isite est la raison de la construction de l'EPE.

AEF info : Vous écrivez sur votre site de campagne que "l'entreprise est particulièrement périlleuse". Pourquoi ?

"Ce n'est pas 'on prend les mêmes et on recommence' ! Ce n'est pas du Camart 2.0."

Georgette Dal : Ce qui est périlleux, c'est de dire en même temps qu'il faut stabiliser l'université de Lille, dans son ancienne configuration, et qu'il faut construire du nouveau avec l'EPE. C'est délicat, c'est aussi enthousiasmant. Nous sommes sur une ligne de crête. Mais notre approche correspond à une attente. De nombreux soutiens s'agrègent à notre projet. Certains étaient déjà en fonction, en tant que vice-présidentes et vice-présidents. Mais il y a aussi du renouveau : ce n'est pas "on prend les mêmes et on recommence" ! Ce n'est pas du Camart 2.0. Les modes de fonctionnement, les modes d'interaction, la gouvernance seront différents.

AEF info : Quelle est votre conception de la gouvernance ?

Georgette Dal : Présidente, je ne serai pas absente, ni à l'intérieur, ni à l'extérieur. Je connaîtrai les dossiers. Couper les rubans ne m'intéresse pas.

En 2018, il a été dit que nous avions une armée mexicaine puisque l'équipe comptait une trentaine de vice-présidents et vice-présidentes. Cela pouvait s'expliquer dans le contexte puisqu'il fallait une représentation des ex Lille-I, Lille-II, Lille-III. Le défaut de cette équipe, et je peux en témoigner en tant que VP "survivante", c'est qu'il n'y avait pas vraiment d'animation des VP. Chacun s'est emparé de son portefeuille, en menant sa politique dans son champ. Les interactions étaient davantage fondées sur des accointances entre individus que sur un projet construit en commun.

"Une équipe resserrée de 12 à 15 vice-présidentes et vice-présidents."

Notre idée est de constituer une équipe resserrée de 12 à 15 vice-présidentes et vice-présidents, en ayant des vice-présidences de plein exercice mais aussi des vice-présidences déléguées pour faire l'articulation. Nous aurons classiquement trois vice-présidences formation, recherche, relations internationales. Mais nous aurons aussi des vice-présidences déléguées pour éviter un fonctionnement tubulaire au moment de définir des projets. Nous pensons par exemple à une vice-présidente qui joindrait vie étudiante et réussite étudiante mais aussi à une vice-présidence à l'université inclusive, intégrant l'accompagnement des personnes en situation de handicap, personnels comme étudiants, et la question de l'égalité femmes-hommes. La première vice-présidence sera portée par Sébastien Clausen [maître de conférences en sciences de la terre]. Elle sera consacrée au développement durable. Ce sera un chef d'orchestre.

Sébastien Clausen : Cette proposition peut surprendre car traditionnellement, le premier VP est responsable des finances. L'idée de cette première vice-présidence est d'animer le collectif à partir du développement durable. Cette notion transverse inclut l'humain, la qualité de vie (autant pour les étudiants que pour les personnels), l'innovation, la formation, les relations internationales. Cette approche répond aussi à une demande des étudiants et de la société. Et elle correspond très bien au projet d'EPE : les composantes comme les écoles ont toutes des atouts à faire valoir dans le domaine du développement durable. Il s'agit de créer du lien et une dynamique, sans gommer évidemment ce qui marche déjà bien.

Georgette Dal et Sébastien Clausen.
| *AEF*

AEF info : Qu'attendez-vous en définitive de la transformation de l'université en établissement public expérimental ?

Georgette Dal : Nous voulons miser sur l'intelligence collective pour faire réussir ce nouvel établissement dont on est fier, mais qui n'est encore qu'un établissement de papier. Nous pouvons d'abord envisager des nouvelles formations transversales, créer des cycles complets de formation, en portant des regards croisés sur de nouveaux objets comme le développement durable. Nous pouvons aussi jeter des passerelles entre les cursus pour que les étudiants puissent passer d'une école à une autre, d'une composante à une école ou réciproquement. Il sera possible également au sein de l'EPE d'améliorer la qualité de vie et d'études, en mettant des dispositifs en commun. En recherche en revanche, il n'y aura pas de révolution complète puisque les connexions sont déjà nombreuses au sein des laboratoires.

AEF info : Votre site de campagne pointe la sous-dotation "scandaleuse" et "humiliante" de l'université de Lille. Vous prônez une politique offensive auprès des tutelles pour obtenir un rattrapage de moyens. Vous parlez même d'un "combat sans merci". Comment le mener ?

Georgette Dal : Nous défendrons évidemment l'isite, qui permettra de financer de la recherche et de l'innovation pédagogique. Mais cela ne suffira pas parce que tout le monde n'est pas concerné par l'isite. Dans de nombreuses formations, il y a trop d'étudiants face aux enseignants-chercheurs et face au personnel d'appui administratif, qui croule sous le travail. Nous n'avons pas assez de moyens pour notre quotidien. Il faut que nous soyons reconnus comme une université sous dotée. L'idée est de reprendre les rênes, d'arrêter de parler de fatalité. Nous avons des arguments objectifs pour demander à nos tutelles des moyens pour fonctionner normalement et décemment. Aujourd'hui, nous peinons à développer des projets parce que les gens crèvent sous les tâches au quotidien. Nous gérons la pénurie sans arrêt.

AEF info : Vous estimez qu'il manque 2 000 euros par étudiant à l'université de Lille. Comment allez-vous convaincre la tutelle de vous donner ces moyens ?

Georgette Dal : Le ministère aujourd'hui n'est pas aussi présent qu'on le souhaiterait. C'est un euphémisme. On ne peut pas en même temps nous dire que l'université de Lille, c'est fantastique, c'est essentiel au nord de Paris, et ne pas nous accompagner pour qu'on puisse travailler décemment. C'est complètement paradoxal ! Il faut sortir de cette gestion comptable de l'enseignement supérieur qui oublie les personnes. Si l'on considère que la production de connaissances, de compétences, de savoirs, est fondamentale pour un État, alors il faut se donner les moyens de le faire. Sinon c'est de la poudre aux yeux.

Nous mènerons des actions pour obtenir des moyens supplémentaires, en étant toujours constructifs. Nous travaillerons par exemple au sein de la CPU pour porter des doléances dans le cadre de la campagne présidentielle nationale. Et il nous faudra sans doute arrêter de répondre à toutes les injonctions du rectorat sur l'augmentation de nos capacités d'accueil pour les néo-entrants. En Staps par exemple, nous accueillons depuis la rentrée 100 étudiants en plus par rapport à l'an dernier. Mais comme on ne peut pas pousser les murs, on se retrouve dans des situations impossibles. Les gens sont en train de craquer.

AEF info : Les composantes ne sont pas toutes dotées de la même manière et certaines sont en forte tension. Si vous n'obtenez pas ou pas assez de moyens supplémentaires, envisagez-vous une péréquation des moyens entre les composantes ?

"Il n'y a pas de gras dans l'université."

Georgette Dal : Un travail a été mené cette année pour objectiver la pression étudiante sur chaque composante, avec Laurent Cordonnier, ancien doyen de la faculté des sciences économiques et sociales [et en deuxième place sur la liste "Servir" dans le collège A]. Des indicateurs ont été produits par les services. Il est vrai que les moyens ne sont pas les mêmes partout. Mais on ne peut pas dire que certains sont richissimes. Si l'on faisait une péréquation, cela aboutirait simplement à dégrader les endroits où les moyens sont décents. Cela ne marcherait pas. Depuis la fusion, nous avons déjà essayé de rééquilibrer les budgets, sur la recherche, le référentiel des équivalences horaires, les recrutements. Mais ce système arrive vite au bout car il n'y a pas de gras dans l'université.

Le GVT s'élève à 3,5 millions d'euros par an, une somme qui s'explique simplement par l'avancement. Il faut négocier année après année une compensation auprès du rectorat, qui s'élève à 1,5 million d'euros par an. L'université doit donc trouver chaque année le moyen d'économiser 2 millions d'euros pour compenser le simple fait que son personnel vieillit. Ce n'est pas possible.

AEF info : Envisagez-vous, si vous l'emportez, de poursuivre la politique de subsidiarité qui consiste à confier plus de responsabilités aux composantes ? Une expérimentation a été lancée le 18 janvier avec six composantes.

Georgette Dal : Je suis impliquée dans le portage de ce projet, avec Nicolas Postel (actuel premier VP CA). Il ne s'agit pas de stopper ce chantier. La subsidiarité permet en effet de simplifier, de gagner en fluidité, de gagner en crédibilité auprès des étudiants. La feuille de route est bien avancée. Le travail mené avec les composantes pilotes a d'ailleurs déjà été l'occasion de simplifier et de revoir nos procédures.

Cette démarche de subsidiarité est basée sur la confiance. Je suis convaincue que la vérification, la sur vérification, la sur sur vérification, ne mènent à rien. Cela donne l'impression qu'on se méfie sans arrêt. Or c'est en ayant confiance qu'on gagne la confiance. Néanmoins, la subsidiarité suppose un pilotage politique très fort. Sinon, nous aurons 11 universités et quatre composantes écoles et cela n'aura servi à rien d'avoir construit l'EPE.

AEF info : Dans quel état d'esprit menez-vous cette campagne ? Quelle est cette "voie intermédiaire" que vous souhaitez incarner entre la liste Bordet et la liste syndicale ?

Georgette Dal : Cette voie est médiane parce que nous revendiquons la défense de l'isite, comme condition nécessaire mais pas suffisante, la construction de l'EPE, mais aussi l'exigence de moyens supplémentaires. Nous avons aussi une connaissance fine des dossiers, grâce à la présence sur nos listes de personnes qui ont les mains dans le cambouis depuis quatre ans. Nous serons donc capables de fonctionner dès le début de l'année 2022 tandis qu'une équipe complètement renouvelée n'aura pas cette capacité. Or on ne peut pas se permettre de perdre six mois ou un an si l'on veut améliorer le fonctionnement actuel.

Nous produisons du texte, en impliquant l'ensemble de notre collectif. Nous rencontrons les équipes dans les composantes et dans les établissements-composantes. Nous allons aussi organiser des rencontres par Zoom, pour impliquer les collègues sur tous les sites : nous organisons la semaine prochaine quatre sessions, sur la simplification, la recherche, la formation et le modèle de gouvernance.

"L'accueil est favorable dans l'ensemble de l'échiquier politique."

Nous constatons une adhésion à notre projet, qui va au-delà de ce que l'on imaginait. C'est très enthousiasmant. Je constate d'ailleurs que l'accueil est favorable dans l'ensemble de l'échiquier politique, y compris chez des collègues qui ont pu rejoindre l'équipe de Régis Bordet. Contrairement à ce que nous avons pu entendre, nous ne sommes les opposants de personne puisque l'élection n'est pas jouée. Nous voulons construire l'université de Lille. Nous participerons à la construire si c'est l'équipe de Régis Bordet qui l'emporte puisque nous aurons des élus de toute façon. Et si c'est nous qui l'emportons, nous la construirons avec toutes les tendances qui auront la volonté de s'impliquer, au service du service public.

Trois forces en présence

Le scrutin pour élire les conseils du nouvel EPE lillois se tiendra par voie électronique les 8, 9 et 10 novembre 2021. La campagne entre donc dans sa dernière ligne droite, avec le dépôt des listes. Trois grands blocs émergent à ce stade :

- La liste "Élan collectif" portée par Régis Bordet, qui a présenté son projet à AEF le 29 septembre et vient de publier son programme.

- La liste "Servir" portée par Georgette Dal, dont nous publions l'interview aujourd'hui.

- Les listes "Pour une alternative à l'EPEx" soutenues par la FSU, la CGT et Sud, émanation d'un collectif hostile à l'EPE (lire sur AEF info). Nous leur avons aussi proposé de détailler leur vision et leur programme dans un entretien, qui pourrait avoir lieu début novembre.